

CIBLE

O.M.

Les Marseillais, et bien d'autres, ont vécu dans l'enthousiasme la victoire du célèbre Olympic sur le Spartak de Moscou. Et la finale contre Belgrade ne sera pas moins passionnément suivie. Qui oserait faire la fine bouche ? Certainement pas nous. Mais ne mélangions pas tout. Qui aime le sport ne peut manquer de souhaiter qu'il soit aussi exempt que possible de passions nationalistes. Or ce n'est pas encourager l'esprit olympique que d'aller à Marseille en avion spécial (affrété par qui ?) comme l'ont fait nombre de parlementaires et quelques ministres.

Il ne faudrait pas non plus que l'on prenne prétexte du succès présent de Bernard Tapie à la tête de l'O.M. pour le transformer en argument politique. L'indéniable talent d'animation d'un club sportif ne donne pas le moindre élément de qualification pour la conduite des affaires d'une ville, d'un département ou d'une région. On mélange déjà l'argent et la politique, l'argent et le sport. Ne confondons pas le sport et la politique. Personne ne dit le contraire ? Tant mieux.

VERTS

L'équivoque écologique



Affaires

**La java des
hypocrites**

(p. 2)

N.A.R.

**Notre 10^e
Congrès**

(p. 10/11)

M2242 - 558 - 14,00 F



La java des hypocrites

Depuis toujours, nous aimons les justiciers. S'il vous plaît, racontez-nous encore l'histoire d'Hercule qui vient nettoyer les écuries d'Augias, et celle du blanc chevalier qui châtie les félons, et celle de Zorro, le vengeur masqué...

La popularité du mythe traduit notre désir de justice, notre attente du jugement d'un jugement qui viendrait d'aussi haut que possible. Il est normal aussi que nous cherchions à retrouver dans la vie de tous les jours Robin des Bois et Cartouche, dès lors que l'Etat semble avoir failli. Encore une fois, qu'on révèle les secrets inavouables et qu'on fasse le ménage ! Le souhait est légitime, mais beaucoup moins facile à satisfaire que dans nos contes et légendes préférés. Ceci pour deux raisons : - la première est que les secrets inavoués sont d'ordinaire sur la place publique avant même que le vengeur masqué se soit déclaré. Par exemple, tout le monde sait que l'ensemble des partis politiques se financent par des procédés douteux ou franchement illicites : non seulement les fausses factures mais aussi l'argent étranger qui afflue par divers procédés - depuis les commissions sur les marchés jusqu'aux lignes de crédits ouvertes à certains pays qui rétrocèdent en liquide une partie de ce qu'ils ont reçu.



A droite comme à gauche, Parti communiste et Front national inclus, aucun grand parti politique ne peut exister avec ses fonds... propres. D'où l'énorme hypocrisie de la droite, qui se finance comme la gauche, mais qui a eu l'intelligence de décentraliser ses réseaux de financement et de ne laisser aucune trace écrite de ses opérations. On ne souligne pas assez, en effet, que seuls les scrupuleux, qui prennent des notes et tiennent une vague comptabilité, peuvent se faire prendre. On oublie aussi de dire que les appareils politiques nationaux ne sont pas seuls en cause : les autorités

décentralisées ont aussi leur part de responsabilité, et leur part de profit, dans le développement des trafics financiers. Ce n'est pas du côté du prétendu « pays réel » qu'on trouvera la pureté...

- Une seconde raison contrarie le désir de justice : c'est la personnalité des justiciers professionnels ou non. Hélas, nous ne retrouvons pas Hercule, même si M. Le Pen fait mine d'y ressembler, ni Robin des Bois. Ainsi Gabriel Aranda qui, en 1972, diffusait sous le pseudonyme de « l'Archange » de misérables photocopies sur les affaires immobilières de l'époque pompidolienne : après quelques semaines de gloire, il est retourné à sa vie discrète sans que rien ne soit profondément changé. Il est probable que les artisans du grand débailage de ces derniers mois con-

naîtront une notoriété non moins éphémère. Comme ils ne disent ni ne démontrent rien que nous ne sachions déjà, ils seraient déjà moins célèbres si M. Nallet n'avait cru voir un complot dans la banale association d'un professionnel de la « révélation » (Jean Montaldo), d'un homme de gauche déçu qui se venge (Thierry Pfister), d'un policier qui règle ses comptes (Antoine Gaudino) et d'un juge d'instruction qui a monté une superbe provocation légale. Ni les uns ni les autres n'ont la pureté du blanc chevalier, et le juge Jean-Pierre moins que les autres, qui ne se soucie guère de la dignité de la justice lorsqu'il répond aux questions des clients du Minitel de *Libération*.

Certes, ces redresseurs de torts et les députés de droite qui mènent des campagnes de salubrité avec des mines outragées jouent un rôle très précis : ils appellent au coup de balai. Et les ministres ou les députés de gauche, lorsqu'ils menacent de révéler les turpitudes de la droite, entrent dans cette logique suicidaire. On voit bien qui se présente pour faire le ménage : le chef du Front national, qui tenait congrès à Nice l'an passé et qui congratulait Jacques Médecin dont la réputation d'honnêteté est aujourd'hui fortement ternie...

Moralité ? Ne rien attendre des vengeurs plus ou moins masqués et des hercules de foire : faire de bonnes lois et laisser la justice les appliquer paraît une règle de conduite toute simple. Il serait temps que chacun, à droite comme à gauche, accepte de s'y conformer.

Annette DELRANCK

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (90 F), 6 mois (165 F), un an (240 F), de soutien (400 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

L'émoi des radicaux

Il fallait s'y attendre : l'entrée de la NAR dans France Unie a provoqué le mécontentement des radicaux. Jusqu'à quand cette polémique stérile ?



Président du Mouvement des Radicaux de gauche, M. Zuccarelli a réaffirmé dans un communiqué daté du 18 avril ce qu'il avait déjà dit en décembre dernier : les radicaux, fidèles à la République, ne veulent pas d'alliance avec les royalistes. Bon prince (si l'on peut dire) M. Zuccarelli a cependant reconnu à notre tradition la possibilité d'exister et de s'exprimer - ce dont nous l'avons bien humblement remercié. Ces politesses faites, nous sommes bien obligés de souligner combien l'attitude des Radicaux de gauche est étrange : - en janvier, nous avons proposé au MRG par l'intermédiaire de M. Soisson, un débat de fond sur la République. La direction radicale n'a pas répondu. Est-il normal de juger sans avoir entendu ? Attitude bien peu républicaine...

- par son refus *a priori* d'une alliance avec les royalistes, le MRG se comporte comme s'il était propriétaire de France Unie en faisant mine d'oublier trois faits : France Unie est un rassemblement et non une annexe des Radicaux de gauche ; ce rassemblement est celui de la majorité présidentielle, dont les royalistes font partie depuis 1981 ; cette majorité prési-

dentielle se définit par son esprit d'ouverture et par le refus d'exclusion que François Mitterrand a manifesté à de très nombreuses reprises.

En d'autres termes, cela signifie que le MRG n'a pas qualité pour décider des alliances qui se nouent sous l'égide de France Unie, et encore moins pour faire le tri parmi ceux que le chef de l'Etat a souhaité rassembler. Or le président de la République, mieux encore que les Radicaux de gauche, doit savoir ce qu'il en est de la République...

Ces points précisés - et ils le seront chaque fois que nécessaire - nous ne souhaitons pas que la polémique s'installe entre les Radicaux de gauche et nous. La règle d'une alliance politique est que chacun accepte la différence du voisin et cherche, par-delà les contradictions inévitables, ce qui peut être commun. Or, avec le MRG, nous avons bien quelques principes et quelques passions communes puisque nous avons soutenu par deux fois le même candidat. Pourquoi ne pas les rechercher ensemble, sans rien renier de nos fidélités respectives ? Il n'est pas trop tard pour engager le dialogue nécessaire.

Régine JUDICIS

A gauche de la gauche

Peut-on mobiliser pour compenser un échec ? Peut-on bâtir sur une déception ? Et sur quel projet rassembler des personnalités dissemblables ? Autant de questions qui restent posées aux refondateurs de la gauche.

La vie politique devient d'une complexité affolante ! On avait déjà du mal à distinguer les rénovateurs du P.C. des refondateurs : il faudra maintenant faire attention de ne pas confondre les refondateurs (toujours communistes) et les signataires du manifeste « Refondations ». Ce point précisé, il faut s'empresse d'ajouter que l'on trouve à « Refondations » des refondateurs communistes (Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralite notamment) qui entendent s'associer à des socialistes en délicatesse avec leur parti (Max Gallo, Claude Cheysson), avec des syndicalistes (Lydia Brovelli de la CGT) et avec des associations (Malek Boutih de *SOS Racisme*) sans oublier l'inévitable Mgr Gaillot. Hélas, la présence d'un évêque, même onctueusement démagogique, ne fera pas le printemps d'une extrême gauche qui se cherche. Sans doute, le bilan socialement négatif de dix années mitterrandiennes peut faire naître ou renaître le souhait légitime d'une autre politique. Sans doute les défilés pacifistes ont pu rapprocher un certain nombre de personnalités, qui ont maintenant envie de continuer à agir ensemble. Sans doute, beaucoup sont tentés de créer, à la gauche du Parti socialiste et hors d'un communisme sclérosé, un nouveau parti révolutionnaire. C'est le rêve de Julien Dray, qui est représenté dans « Refondations » par son suppléant

Gérard Dupeyrat et qui rêve de faire de SOS Racisme le fer de lance militant d'une gauche recomposée. C'est le rêve que caresse Jean-Pierre Chevènement qui avance derrière Max Gallo, et probablement d'un certain nombre de communistes.

Somme toute, voici que tente de se constituer le syndicat des déçus de la gauche et de ceux qui s'estiment floués par François Mitterrand depuis la guerre du Golfe. Mais peut-on se rassembler durablement autour du souvenir de manifestations pacifistes qui n'ont pas réussi à mobiliser l'opinion ? Et peut-on se mobiliser sur un pur ressentiment ? Pas de parti révolutionnaire sans projet révolutionnaire, et réciproquement. Or le projet (« inventer un autre futur ») sonne creux et les signataires du manifeste affirment qu'ils n'ont pas besoin de structures...

S'il y a peu à espérer de ce rassemblement, certains ont beaucoup à perdre : notamment SOS Racisme qui ne serait pas fidèle à sa vocation s'il servait à une hypothétique reconstitution de l'extrême gauche. Déjà l'orientation pacifiste de ces derniers mois a coûté à ce mouvement nombre de soutiens ; un engagement « refondateur » provoquerait de nouvelles déceptions chez ses amis et, peut-être, chez ses militants.

Sylvie FERNOY

Lire « Royaliste » c'est bien...
... s'y abonner c'est mieux !
Votre abonnement nous aidera à développer notre action

Sortir du ni-ni

Un récent décret donne aux grandes entreprises françaises les moyens d'échapper aux contraintes exagérées qui résultait de la politique du «ni-ni». Encore faudra-t-il voir l'application qui sera faite.

Dans sa lettre à tous les Français, publiée pendant la campagne pour les élections présidentielles de 1988, le candidat Mitterrand s'était engagé à laisser «s'apaiser les bouillonnements que le va-et-vient nationalisations privatisations ne prolongerait pas sans dommage». De fait, après la vague de nationalisations de 1981-82 et celle des privatisations de 1986-87, entre mai 1988 et mars 1991, aucune entreprise privée ne fut nationalisée, pour le plus grand regret de certains socialistes, et aucune société publique ne fut privatisée, contrairement à ce qu'aurait fait la droite si elle était restée au pouvoir. Ceci étant, certaines entorses au dogme du «ni-ni» furent faites. Notamment en avril 1990, lors de l'accord Renault-Volvo et la prise de participation croisée entre les deux sociétés ou au moment du rachat d'American Can par Péchiney, en 1989 et la vente de 25% du capital de Péchiney internationale, créée pour l'occasion. Ces deux exemples mettaient en évidence les problèmes de financement rencontrés par certaines entreprises publiques. D'où la nécessité de clarifier les choses.

C'est, désormais, fait avec la parution au *Journal officiel*, début avril 1991, d'un décret autorisant la prise de participation d'investisseurs privés dans le capital de nationalisées, jusqu'à hauteur de 49,9% théoriquement. Ce décret permet, également, aux membres du gouvernement de parler d'une même voix. En effet, à plusieurs reprises, Roger Fauroux avait insisté sur les besoins d'argent frais de certaines sociétés publiques. Il faut dire que les nationalisations à



100% de 1981-82 étaient une aberration. Une prise de participation majoritaire de 50,1%, comme le préconisait Michel Rocard à l'époque, était suffisante. Les communistes faisant partie du gouvernement il fallait leur faire quelques concessions, sans compter l'intransigeance de certains membres du PS.

Une question s'impose : à quoi ont servi les nationalisations du gouvernement Mauroy ? Si l'on doit reconnaître qu'elles avaient le mérite de s'inscrire dans une stratégie de reconquête du marché national, il faut également admettre qu'à cause du revirement de 1983, elles brillèrent par leur inefficacité. Quand on voit l'état actuel de l'industrie française, la même question se pose, quant aux privatisations pratiquées par Edouard Balladur sous le gouvernement Chirac. Elles furent essentiellement destinées à renflouer les caisses de l'Etat. Elles ont aussi permis à certains de faire de juteuses opérations financières.

Autant il était important en 1988 d'en finir avec les privatisations à outrance, autant il est nécessaire aujourd'hui de revenir sur le «ni-ni».

Reste à savoir comment cela se traduira dans les faits.

Parmi les conditions d'application de ce décret, il convient de revenir sur l'une d'elle qui nous paraît primor-

diale et sujette à caution. Ainsi, «ces opérations sont prévues par un accord de coopération industrielle, commerciale ou financière», ce qui signifie que le gouvernement accepte de céder une partie du capital qu'il détient sous réserve d'une stratégie d'entreprise préalablement définie. Le gouvernement aurait-il, par ce biais, décidé d'impulser une nouvelle politique industrielle. Si tel était le cas on ne pourrait que s'en féliciter. Malheureusement dans le contexte libéral actuel, un risque demeure. En effet, les investisseurs privés peuvent imposer leur conception de l'entreprise et réduire ainsi les velléités gouvernementales, notamment sur le plan social. Dans ce domaine, quelle différence y a-t-il entre Air-France, société publique et Michelin ?

Quoiqu'il en soit, il est encore trop tôt pour connaître les conséquences pratiques de ce décret. Toujours est-il qu'avec un taux de chômage de l'ordre de 10% de la population active, un important déficit commercial et une industrie sinistrée, les mesures à prendre devraient être moins timorées.

Patrice LE ROUË

Le roi !

Eh bien voilà ! Il n'a pas fallu plus d'une demi-douzaine de mois pour que la presse quotidienne nous informe que le sentiment royaliste progressait en Roumanie. Réputé marginal, ce sentiment s'est exprimé nettement lors des manifestations organisées par l'Alliance civique (opposition) le 12 avril puisque de nombreux portraits du roi Michel ont été brandis.

« Nous ne voulons pas d'un président bolchevik. Nous voulons le retour du roi » s'est écrié Doïna Cornéa en s'adressant à la foule. Nous avions dit auparavant que cette grande figure de l'opposition était royaliste ?

A ces manifestations publiques s'ajoute la crédibilité croissante de la solution monarchique dans les milieux politiques. Ainsi, *Le Monde* du 19 avril nous a appris que « beaucoup d'opposants ont finalement choisi de soutenir le roi Michel de Roumanie (...) » et que « ces monarchistes vont de Marian Munteanu, ex-dirigeant des étudiants, à la célèbre dissidente Doïna Cornéa, en passant par la plupart des responsables du Parti paysan et nombre d'intellectuels ». Et dans quelques ambassades occidentales certains pensent pour l'avenir à un « tandem » formé par le roi Michel et par le général Victor Stanculescu, actuel ministre de la Défense...

Ce sont encore des slogans favorables au roi Michel que l'on a entendu lors de la visite de François Mitterrand. Il est dommage que certains manifestants aient cru bon de siffler le président de la République. Quand celui-ci est à l'étranger, il représente la France et tous les Français. Et il venait à Bucarest pour aider la Roumanie toute entière. Cela aurait dû être compris...

Y.L.

Impasse dans le Sud

La charité des nantis, le multilatéralisme, la défense de l'environnement, des discours dignes du livre de la Genèse sur le retour au chaos originel, une vision plutôt globale que globale parce qu'astigmatique, ne nous dispenseront pas d'un regard vraiment humain sur le Sud.

guerre froide et celle du non-alignement, libèrent l'ONU pour ces tâches de la paix qui ne sont pas moins importantes que celles du maintien ou de la restauration de la paix armée. En dépit des «décennies du dévelop-

pement» et de la multiplicité d'organes subsidiaires, une réforme du système est encore plus indispensable en ce domaine que dans celui de la sécurité. Le Conseil économique et social qui devait être le pendant du Conseil de Sécurité, n'est qu'un organe bavard dont au temps du «nouvel ordre économique international» (1974) on a doublé l'effectif (27 à 54) sans y créer des membres permanents (la France, 5ème contributeur mondial, n'y est plus élue depuis le 1er janvier pas plus qu'à la FAO ou au programme pour l'environnement). Du coup sa fonction a été usurpée par le Conseil des gouverneurs de la Banque mondiale représentés au prorata des financements et en dernier ressort par le club du C7, des sept pays les plus industrialisés. L'incohérence du système éclaté en tant d'agences spécialisées fait échouer les projets parés des meilleures intentions. Le récent bilan du programme NU-Banque mondiale-FAO de protection des forêts tropicales, est accablant. Conçu pour enrayer leur destruction, il a accéléré la surexploitation (1).

Fausse bonne idée d'ailleurs que celle de traiter des problèmes du monde en voie de développement sous l'angle des préoccupations du nord. Mitterrand et Rocard ont joué de l'environnementalisme parce que celui-ci en appelle à la fibre anglosaxonne. Carotte agitée devant l'âne (ou l'éléphant selon le parti) américain, elle a pour elle la caution de la communauté scientifique. Mais n'est-ce pas singulièrement réducteur ? La forêt tropicale, l'effet de serre, la désertification, remplacent le cuivre

et l'uranium hier tant convoités et donc marchandables. Le Brésil, le Zaïre, le Sahel empocheront-ils une rente que les consommateurs occidentaux d'air pur et de soleil ne voudront pas plus qu'hier les matières premières, payer à son juste prix ?

La «Charte de la Terre» et autres préparatifs de la conférence des NU sur l'environnement au Brésil en 1992 sont peu encourageants.

Les Indiens d'Amazonie et les Pygmées, si respectables qu'ils soient, nous cachent la forêt. Ils plaisent aux médias. Ils sont identifiables pour un reportage, une émission mi-variété mi-charité. La taille de leur problème le rend abordable. L'accent mis sur les minorités en général, quelque soit la dignité de leur cause, témoigne d'une réticence à appréhender les problèmes dans leur masse. On est plus disposé à se mobiliser pour de petits groupes que pour de grands peuples, les fortes démographies nous gênent : les majorités faites d'agriculteurs dans leurs villages, principaux agents du développement, nous passionnent moins que les périphéries ou les marges où leurs enfants sont de plus en plus contraints de s'exiler. N'entendons-nous pas de leur part une réplique fameuse qui deviendra peut-être leur slogan demain : *Atmosphère, atmosphère, est-ce que j'ai une gueule d'atmosphère ?*

Yves LA MARCK

(1) *Time*, 1er avril 1991, qui parle d'un «Frankenstein écologique».



« Le Sud en est réduit à l'assistance humanitaire. »

D'accord avec nous ?
Alors adhérez à la N.A.R. !

L'équivoque écologique

● **Royaliste : Le mouvement écologique semble aujourd'hui représenté par Brice Lalonde d'un côté et Antoine Waechter de l'autre. Mais votre livre souligne une bien plus grande diversité...**

P. Alphanéry : Cette diversité tient au fait que l'écologie est conçue de multiples manières. Il y a une écologie pédagogique, celle du commandant Cousteau par exemple qui défend le patrimoine commun de l'humanité, une écologie de la consommation qui est le fait des entreprises privées qui pratiquent l'éco-business, une écologie narcissique (loisirs « verts »), une écologie de la citoyenneté exprimée par les groupes qui luttent contre des projets d'aménagement néfastes pour les conditions de vie, une écologie plus radicale qui procède d'Ivan Illich, de Marcuse, d'André Gorz, enfin il y a l'écologie spiritualiste à laquelle se rattache le « Nouvel Age » : recherche d'une conscience planétaire et de l'être profond... Les frontières entre ces diverses conceptions de l'écologie sont très imprécises et elles ne sont pas imperméables les unes aux autres. Par exemple, le Nouvel Age peut être lié à une forme d'écologie de la consommation et aussi à une sorte d'écologie politique.

● **Royaliste : Y a-t-il des contradictions majeures et, par delà celles-ci, une unité profonde de ces mouvements ?**

P. Bitoun : Avant de vous répondre, je voudrais ajouter aux divers mouvements écologiques celui qui est lié au Front national : il ne faut pas oublier qu'il y a une tendance qui consiste à confondre par glissements successifs la protection de la nature, la purification de la nation et le départ des étrangers... Il y a là une fracture profonde entre cette écologie nationaliste et les autres. Il y a aussi une

fracture entre l'éco-business qui cherche à faire de l'argent sur « l'industrie propre » et les écologistes radicaux qui veulent promouvoir une véritable révolution culturelle.

P. Alphanéry : Il existe un accord apparent autour du fait qu'il y a une nature qui serait un bien commun et dont il faudrait protéger certains aspects. Mais une partie de la nébuleuse écologique a confiance dans les possibilités du marché, du système industriel, à retrouver une certaine forme d'éthique, alors que l'autre partie de la nébuleuse n'a pas confiance dans le capitalisme. Je crois que la ligne de partage est là, même si les enjeux ne sont pas exprimés de cette manière.

P. Bitoun : Je pense quant à moi qu'il y a deux césures, l'une entre une écologie radicale dont les thèmes ont été popularisés dans les années 70 et l'éco-business, l'autre entre l'écologie associative qui cherche à fonder une nouvelle citoyenneté et l'écologie d'extrême droite.

● **Royaliste : Pourriez-vous faire une rapide généalogie du mouvement écologique ?**

P. Bitoun : Il n'y a pas de généalogie unique. Le premier mouvement résulte du souci de protection de la nature à travers la création des parcs naturels au 19^e siècle, et qui s'exprime dans le Touring club et dans le Club alpin ; puis entre les deux guerres il y a les Auberges de jeunesse et le retour à la nature avec toutes les ambiguïtés qu'on connaît. Le second grand mouvement commence dans les années soixante aux États-Unis et se développe en France à partir de 1968 avec, dans les années quatre-vingt, une récupération du projet radical par une écologie de gestion de l'environnement.

P. Alphanéry : On peut faire en parallèle une généalogie des idées.

L'écologie a été très influencée par le personnalisme d'Emmanuel Mounier, par le courant communautaire (l'anarchisme, mais aussi les tendances contre-révolutionnaires), puis par la contestation de type gauchiste. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec Pierre en ce qui concerne la récupération des années quatre-vingt : les choses sont plus complexes puisque les Verts doivent trouver un compromis entre la radicalité de leur programme et les décisions gestionnaires de leurs élus.

P. Bitoun : Il n'empêche que le renouveau écologique de ces dernières années est très marqué par le souci de produire propre - qui conduit à un investissement par la société de consommation du souci écologique.

● **Royaliste : Vous n'avez pas encore parlé de l'influence des Allemands ?**

P. Alphanéry : L'Allemagne a à la fois servi de repoussoir (à cause du

nazisme et de son goût de la nature) et de pôle d'attraction en raison du succès des Verts allemands aux élections en 1984. Mais l'origine des Verts allemands est assez différente de celle des Verts français : les premiers procèdent des Comités de citoyens, des mouvements gauchistes et de l'économie alternative qui a résulté des interdictions professionnelles, alors qu'en France l'écologie est plus associative, localisée.

Mais tout cela est assez paradoxal car l'organisation des Verts allemands n'a pas empêché leur récente défaite électorale, alors que les Verts français, peu organisés et numériquement faibles (moins de 5000 adhérents) ont remporté des succès appréciables.

● **Royaliste : Quelle est, sur le fond, l'attitude des Verts français ?**

P. Bitoun : Nous rappelons dans

notre livre le projet de l'écologie radicale des années soixante-dix, qui était orienté vers une refonte globale de la société à partir de la notion de besoin : avons-nous vraiment besoin de tout ce qu'offre la société de consommation, quel est le prix économique, politique, culturel et esthétique de cette satisfaction des besoins ? D'où l'idée majeure de l'austérité volontaire : essayer de réduire les besoins, réinvestir la satisfaction des besoins dans des formes non-marchandes d'activités. Or ce projet d'austérité volontaire a échoué. D'où la question que nous posons : face à la récupération par le marché d'une partie de l'écologie, ne serait-il pas temps de développer à nouveau une définition écologique et politique des besoins ?

P. Alphanéry : Nous sommes venus à cette question des besoins à travers la critique du projet productiviste en agriculture : vous savez qu'il y a une surproduction chronique et un abandon des terres les moins favorables à l'agriculture intensive, et que se développe l'idée qu'on pourrait produire notre nourriture avec deux cents ou trois cent mille exploitations (contre 1 million aujourd'hui). Mais, plutôt que d'intensifier la production, ne pourrait-on pas avoir une sorte de modernité raisonnée qui permettrait de maintenir une présence des agriculteurs sur tout le territoire au lieu d'intensifier toujours plus ? D'ailleurs, la Commission européenne vient officiellement de proposer que les objectifs de la politique agricole commune soient non seulement de produire mais aussi d'entretenir le paysage. Donc, par rapport à cette thématique des besoins, il y a quelque chose de nouveau, même si ce projet a été refusé par les ministres de l'Agriculture. De même, nous remarquons que le Président de Volvo a proposé qu'on bannisse les voitures du centre des villes. Les milieux industriels vont sans doute reprendre cette thématique des besoins en l'intégrant à leur propre logique.

● « *L'équivoque écologique* » est paru aux Ed. de La Découverte. Prix à notre service librairie : 100 F franco.

● Le précédent livre : « *Les champs du départ* » est disponible au prix franco de 137 F.

● **Royaliste : De quel droit limiter les besoins ?**

P. Bitoun : Tchernobyl nous a appris que le nucléaire présentait un risque considérable pour la personne humaine et pour la liberté. D'où l'idée d'une limite posée à l'activité industrielle, dès lors que certains en paient un prix trop fort. Ce qui est vrai pour le nucléaire l'est aussi pour les manipulations génétiques, où l'on s'engage vers un surcroît d'artificialisation guidé par le marché.

P. Alphanéry : Ce qui est commun à toute l'écologie, c'est l'idée qu'on est arrivé à une limite, au-delà de laquelle il y aura des ruptures très dangereuses pour l'espèce humaine. Mais la définition de la limite pose des problèmes très complexes, qu'il est urgent d'envisager. Prenons l'exemple de la terre : on peut soit conserver de manière artificielle les territoires les plus remarquables dans des sites protégés, soit essayer de réfléchir à une transformation des paysages qui tienne compte aussi bien des problèmes de leur protection que de leur dimension sociale.

P. Bitoun : Dans l'idée écologiste, il y a la volonté d'inventer des droits conservateurs, non pas passésistes, mais qui résultent de la nécessité de créer une éthique de la civilisation industrielle.

P. Alphanéry : Dans la logique écologique, il s'agit à la fois de droits et de devoirs - notamment le devoir de léguer aux générations suivantes la terre que nous connaissons.

● **Royaliste : Pourquoi est-il si peu question de la ville dans le mouvement écologique, et aussi dans votre livre ?**

P. Alphanéry : Il est frappant de constater qu'une bonne partie de la réflexion et de l'action écologiques tournaient autour de la ville dans les années soixante-dix. Ce souci est passé au second plan, en raison de l'échec de la révolution culturelle concernant les besoins : comme la ville était au centre de ce modèle de consommation effrénée, on a quelque peu oublié la politique de la ville. Cela dit, les Verts sont relativement actifs sur le plan urbain, où se trouve une grande partie de leur électorat.

P. Bitoun : L'inertie du système économique et des structures de pouvoir a beaucoup joué dans ce moindre souci.

● **Royaliste : Il y a quand même un manque de réflexion sur la ville dans l'écologisme - il est significatif de se dénommer « Vert » - qui relie ce mouvement aux courants réactionnaires.**

P. Bitoun : Il y a sans doute cet aspect réactionnaire, mais il y a aussi le fait que changer l'organisation des villes suppose que l'on refrène la spéculation immobilière, donc que l'on s'attaque à des réseaux de pouvoirs tout à fait considérables.

P. Alphanéry : Il n'en reste pas moins que la volonté de « verdir la ville » implique une opposition entre deux logiques, la première devant triompher.

P. Bitoun : De fait, Joël de Rosnay, que nous critiquons beaucoup dans notre livre, souhaite créer une nouvelle civilisation rurale. On retrouve toujours le modèle de la ruralité, y compris lorsqu'on inclut les agglomérations urbaines.

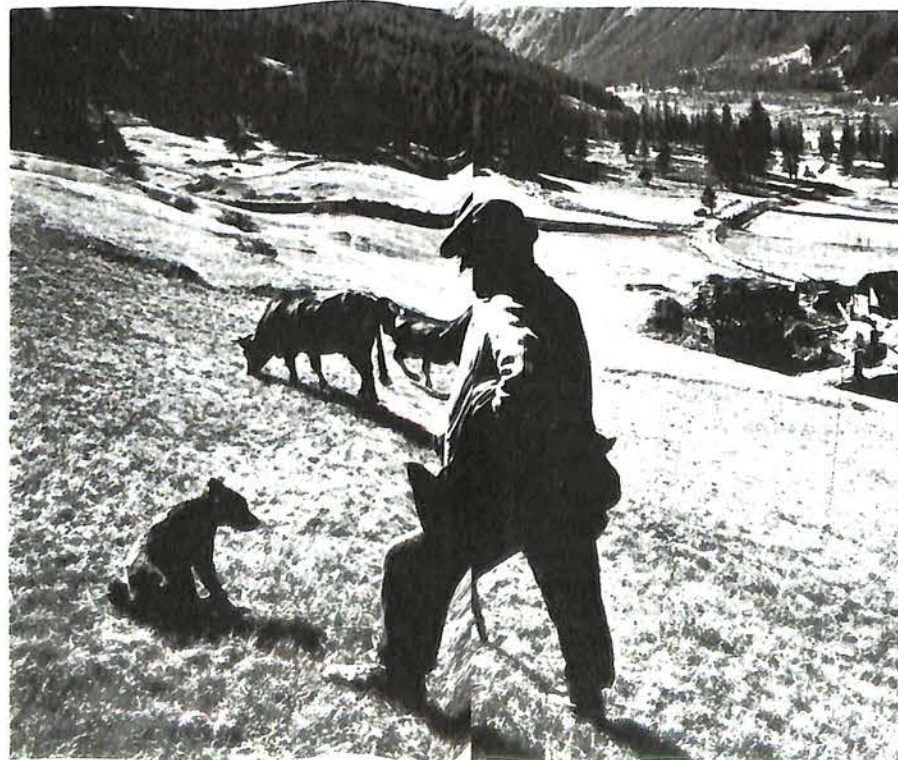
P. Alphanéry : Les écologistes sont certainement plus à l'aise dans les villes moyennes, où l'on peut encore modeler l'espace, mais ils sont mal à l'aise dans les grandes villes anciennes même si, à Paris, ils ne manquent jamais de s'exprimer sur la circulation automobile et sur la spéculation.

P. Bitoun : Il faut aussi souligner que tout le projet écologiste est fondé sur des sociétés de proximité, et que, dans sa conception actuelle, la ville est le déni de ces petits groupes en raison de son caractère massifiant et anonyme.

● **Royaliste : Finalement, en quel sens y a-t-il une équivoque écologique ?**

P. Bitoun : Nous essayons de montrer que l'écologie est entre ciel et terre : d'un côté l'écologie accompagnerait le développement d'une société post-industrielle dans ses aspects marchands et scientifiques (techniques d'assainissement), gestion des grands équilibres planétaires et ludiques (parcs plus ou moins artificialisés), de l'autre il y aurait le repli sur un écologisme terrien, voire néo-pétainiste, qui serait une forme de désespoir des exclus de cette utopie scientiste. Ce sont ces deux dérives que nous cherchons à mettre en évidence dans notre ouvrage.

Propos recueillis par Bertrand RENOUVIN



L'imposture et la foi

Crypte Ste Agnès, au chevet de l'église St Eustache, la compagnie de l'Élan donne en alternance RAHAB, une pièce contemporaine de Claude-Henri Rocquet, et LE TARTUFFE... une pièce contemporaine de Molière.

Au chapitre deuxième du Livre de Josué, deux espions des Hébreux se glissent à Jéricho, dans la maison de Rahab, la prostituée. C'est bien connu, à Tanger, Casablanca, Marseille ou Macao, ces maisons là sont des nids d'espions. Au péril de sa vie, la brave fille les cache à la D.S.T., les fait s'évader grâce à la double issue de son hôtel borgne et leur indique, dans la montagne le chemin pour échapper aux patrouilles. En récompense, ils lui donnent le signe de reconnaissance, un fil rouge à sa fenêtre, qui les protégera, elle et sa famille, de l'holocauste auquel est promis tout Jéricho.

De ce récit biblique, de cette Ecriture, l'écrivain Claude-Henri Rocquet a tiré une pièce en un acte, en un lieu, en une heure, qui est une tragédie : les mystérieux messagers d'YWH amènent Rabah à confesser le vrai Dieu et la soumettent à l'épreuve capitale de la foi, de l'espérance et de l'amour. La prostituée tondu et lapidée annoncera les paroles de la Samaritaine et vivra réellement la rencontre de Marie-Madeleine avec Celui qu'elle prend d'abord pour le jardinier. L'écriture poétique de C.-H. Rocquet fait corps avec les citations évangéliques tandis que l'engagement de Zarina Khan dans le personnage de Rabah ne laisse au public aucune possibilité de se dérober, par le diver-

tissement d'un spectacle théâtral, au questionnement implacable des anges.

C'est sans doute ce que d'aucuns reprocheront au metteur en scène : ne pas permettre au spectateur agnostique ou bourgeois sceptique le moindre refuge d'ambiguïté : impossible d'imaginer que ces deux anges sont agents doubles; impossible d'expliquer que ce ne sont que des spécialistes envoyés par le moshav pour miner les remparts de Jéricho avec des charges sensibles aux ultra-sons. La distance n'est pas la vocation de Jean-Luc Jeener. Il te faudra croire que cet ange-ci est en personne Messie et Christ et cet ange-là ton gardien et ton guide jusqu'au terme de ton épreuve. Le croire ou le refuser mais ne pas te bercer d'une agréable ambiguïté artistique.

Ce parti, il faut l'admettre car, ne reculant devant aucune provocation, la Compagnie de l'Élan nous offre en alternance Rabah... et le Tartuffe. Un Tartuffe en costume contemporain - comme l'avait été, en 1987, le Misanthrope - afin de ne nous laisser, là non plus, aucune échappatoire. Il faut donc aller voir Rabah et, le lendemain, le Tartuffe.

Après Phèdre et le Misanthrope, après Bérénice, le Maître de Santiago et le Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc, Jean-Luc Jeener ne cesse, au pied du pilier sur lequel repose son église, de répéter la même question que s'adressent l'un à l'autre l'Homme et l'Homme-Dieu : Qui dis-tu que je suis ?

François BOURGUIGNON

Crypte Ste Agnès, 1 rue Montmartre, (les Halles), Tel : 47 00 19 31.

L'homme qu'on détestait

Grand homme d'État de la III^{ème} République, Georges Mandel aurait pu être le recours de la nation en 1940. Pourquoi ce rendez-vous manqué ?



Assurément, Georges Mandel ne mérite pas l'oubli dans lequel il est tombé. Proche collaborateur de Clemenceau lorsque celui-ci devient ministre en 1906, puis chef de cabinet du Tigre pendant la guerre, l'homme fut mis à très rude école - celle d'un pouvoir exercé dans des périodes difficiles, celle d'un patron d'autant plus cruel dans ses sarcasmes qu'il craignait de voir se dresser un rival. Devenu député, puis tardivement ministre, Mandel fut un remarquable homme d'État : ministre des PTT, il développe la radio d'État et modernise ses services ; ministre des Colonies, il prépare l'outre-mer au conflit qu'il voit venir ; ministre de l'Intérieur en 1940 il assure la sécurité intérieure en neutralisant rapidement les menées extrémistes.

Patriote, intègre, efficace, admiré par Churchill, Georges Mandel est l'homme de la situation lorsque survient la défaite. Mais il refuse de partir pour Londres, gagne le Maroc où il est arrêté. Emprisonné (sans

jugement) en zone libre, il est livré aux Allemands (autre déshonneur de Vichy) et déporté à Buchenwald avec Léon Blum. Ramené en France, il sera exécuté par la Milice quelques semaines avant la Libération.

Pourquoi ce rendez-vous manqué avec l'histoire, que vient sceller une mort tragique ? Remarquable historien de la 3^{ème} République, Jean-Noël Jeanneney s'est efforcé de répondre à la question (1), qui ouvre sur celle, plus large et toujours actuelle, des destinées politiques. Bien entendu, cette recherche très délicatement conduite ne pouvait aboutir à une explication unique. Si Mandel refuse de gagner l'Angleterre, ce n'est pas par découragement puisque la certitude de la victoire finale ne l'a jamais quitté, mais en raison d'un doute sur lui-même.

Ce solitaire dur et parfois méprisant est un homme secrètement meurtri. Humilié par Clemenceau, Mandel est cruellement moqué pour sa laideur, et surtout haï. Haï parce que juif et plus encore que Blum : aux yeux de la droite plus ou moins extrême, un juif révolutionnaire est dans l'ordre des choses, mais un juif de droite, élu du Médoc, admirateur de la Restauration, serviteur scrupuleux du bien public, cela passe l'entendement ! Son assassinat, en 1944, résulte de cette bêtise furieuse. Et son refus de quitter le territoire national s'explique, en partie, par la volonté de ne pas donner la moindre prise au préjugé antisémite qui n'a cessé de le désigner comme étranger. Le livre de J.-N. Jeanneney est aussi nécessaire à l'histoire qu'au temps présent.

B. LA RICHARDAIS

(1) « Georges Mandel, L'homme qu'on attendait - Le Seuil, 1991 - Prix franco 110 F

La mauvaise foi de Heidegger

Martin Heidegger suscite un intérêt passionné, parfois fasciné, qui tient à la puissance de sa pensée, à ce qu'elle dit de l'histoire de l'Occident, et aussi à ces textes d'une poésie un peu lourde, kitsch pour certains, mais touchante comme ces beautés trop apprêtées qui donnent la nostalgie de la grâce. Et puis il y a cette question cruciale du rapport que le philosophe entretient avec le national-socialisme - dont il affirma obstinément la « vérité interne et la grandeur » tout en gardant le silence sur le génocide. A la polémique sur les faits - accablants - succéda un débat sur le lien entre le nazisme du professeur allemand et l'œuvre du philosophe qui suppose, pour être tranché, un examen paisiblement attentif de celle-ci.

C'est ce travail que Marlène Zarader a excellemment accompli. Sans entrer dans la polémique, mais sans ignorer son enjeu, l'auteur de *La Dette impensée* (1) nous offre une lecture complètement renouvelée de la pensée heideggerienne, étudiée dans sa relation à l'héritage hébraïque. Pourquoi une telle question ? Heidegger nous y incite en assignant un début (Platon) et une fin (Nietzsche) à la métaphysique conçue comme « oubli de l'être » : ce faisant, le philosophe énonce un jugement sur l'histoire occidentale dans son ensemble qui mérite, par-delà les pieux commentaires, une analyse critique. En effet, habitués à nous définir par rapport à la tradition juive, au christianisme et à la pensée grecque, nous nous découvrons avec Heidegger héritiers des seuls Grecs : il n'y a de pensée que grecque, y compris la pensée chrétienne, et la foi chrétienne, qui doit être séparée des tâches de la pensée, repose sur la traduction grecque du texte néo-testamentaire. Il y a donc exclusion de l'héritage hébraïque, dont Paul Ricœur s'était étonné sans recevoir de réponse satisfaisante - ni du philosophe ni de son disciple Jean Beaufret - et qui est soulignée par Emmanuel Lévinas. Mais si Lévinas a raison de pointer ce qui oppose radicalement Heidegger à la tradition juive, par son refus de l'Autre et dans son abandon du souci éthique, n'y aurait-il pas comme un écho de la parole biblique dans l'expression de cette pensée qui semble ne l'avoir jamais écoutée ?

Telle est l'hypothèse qui a guidé Marlène Zarader dans une relecture qui dévoile le projet et les procédés du philosophe allemand. Or ce qu'elle découvre n'est pas une simple trace mais un rapport étroit, une étrange reprise de la tradition hébraïque qui explique sans doute la fascination exercée par le verbe heideggerien. Une nostalgie troublante, trouble peut-être, nous saisirait à l'écoute de cette parole, comme si nous l'avions déjà entendue, comme si elle nous disait quelque chose de l'origine des êtres et du commencement du monde. Telle est bien l'intention du philosophe : retrouver la pensée originelle, cette pensée authentiquement pensante qui est pensée de l'être, advenue avant la métaphysique occidentale chez les Présocratiques et dont Heidegger nous annonce le retour. On comprend que le philosophe soit considéré comme un prophète génial, qui ressemble fort dans l'exercice de ses fonctions d'interprète, de médiateur et d'annonciateur aux prophètes bibliques qu'il récuse cependant au profit des poètes de l'Occident. Et pourtant, c'est bien la tradition hébraïque qu'il reprend, dans sa philosophie du langage conçu comme écoute de l'appel de l'être qui est recueilli dans la parole poétique. Et la pensée, définie comme écoute de la langue, comme mémoire fidèle et reconnaissante de ce qui est donné à penser, n'est point différente de son essence hébraïque. Quant à

l'interprétation, elle est définie par Heidegger comme cheminement vers l'impensé originel, comme découverte et délivrance du non-dit, comme nouvelle révélation : Marlène Zarader montre la double dette du philosophe à l'égard de l'herméneutique juive (dette cachée) et à l'égard d'Hölderlin, dont l'héritage est clairement revendiqué mais non moins nettement séparé de sa source « orientale ».

Héritage expurgé, dettes cachées, dettes honteuses : Martin Heidegger n'est pas ce génie solitaire marchant sur son chemin de campagne vers la clairière de l'être, dans le souvenir du « coup d'envoi » inaugural des Grecs, ni ce « berger » soucieux de l'origine du troupeau (« l'homme est un poème que l'être a commencé ») et clôturant la métaphysique pour annoncer l'ad-venue destinale dont il a le secret. Le vénéré professeur s'abreuve aux mêmes sources que ses collègues, et se nourrit des mêmes œuvres. Qu'il ne les cite pas toutes n'a rien d'étonnant, et il n'est pas le seul philosophe à avoir annoncé une « fin de l'histoire ». Ce qui intrigue, c'est que cet homme si soucieux de l'origine, cet humble gardien de la pensée fidèle et de la mémoire reconnaissante, se soit acharné à effacer dans sa philosophie et dans l'histoire occidentale la Parole fondatrice et la tradition qui l'a méditée.

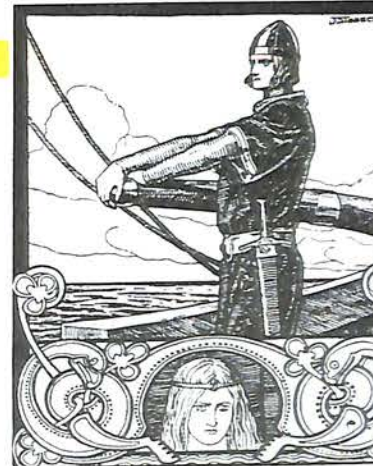
Heidegger récupère, donc reconnaît, puis dénie toute importance et toute existence à ce que Marlène Zarader exhume comme autant d'éléments constitutifs de sa pensée. Il s'aperçoit qu'on a oublié l'être depuis Platon, mais pas de son propre oubli de la tradition juive dans sa propre philosophie ! On ne saurait voir dans cette dénégation l'effet d'un banal orgueil intellectuel, ni cette méconnaissance de la tradition hébraïque qui serait le propre de la théologie chrétienne. Cette appropriation clandestine d'un héritage dont il interdit par ailleurs l'usage sous prétexte qu'il n'aurait jamais existé - comble de mauvaise foi - permet à Heidegger d'inventer un nouvel Occident enfin purifié. « Purifié, dit Marlène Zarader, parce que renvoyé à la prétendue simplicité de son origine - une origine sans dualité ni altérité, donc sans tache. »

Comme l'Allemagne romantique (mais pas comme Hölderlin qui demeure fidèle à la mémoire juive et chrétienne) Heidegger a rêvé que son pays serait la Grèce de l'occident moderne : une nouvelle Grèce fidèle à la parole originelle, au logos des Présocratiques, mais encore plus originellement fidèle au Gedanc allemand - à ce qui est inaugural dans la langue allemande, dans l'authentique pensée allemande...

Marlène Zarader ne va pas plus loin, soucieuse qu'elle est de s'en tenir à l'analyse philosophique. Mais il est permis de se demander si Heidegger n'a pas exprimé subtilement les fantasmes que son Führer tenta de réaliser par une purification sanglante, qui correspond au sinistre travail opéré par le philosophe sur sa pensée. Son silence prendrait alors une terrible signification.

Jacques BLANGY

(1) Marlène Zarader : *La Dette impensée - Heidegger et l'héritage hébraïque*. Le Seuil, 1990. Prix franco 155 F.



Notre 10^e Congrès

Le Congrès de la N.A.R. qui coïncidait cette année avec le 20^e anniversaire de notre mouvement s'est tenu à Paris les 13 et 14 avril. Nous publions ci-contre les différents textes qui ont été adoptés par les congressistes. Outre la motion de « politique générale » qui fixe la ligne directrice de la NAR, les sujets retenus cette année portaient sur la régionalisation et sur la citoyenneté.

Réussir la régionalisation

Depuis 1982, la commune a vu ses compétences s'accroître, la région s'est imposée comme instance de planification, de prospective et de stimulation. Il apparaît cependant que 79 % des communes n'ont pas les moyens d'assumer leurs compétences, que le département est un cadre trop étroit pour mener une action aux normes européennes et trop vaste pour assister les municipalités, et qu'enfin les régions, dont le découpage doit être redéfini, ne sauraient être longtemps bridées dans leur vocation. En outre, départements et régions, au lieu de profiter des services de l'Etat, ont parfois préféré les concurrencer par des administrations propres - d'où inflation des coûts, dilution des responsabilités, voire contradiction des initiatives - accroissant ainsi le poids des féodalités locales.

Pour parachever la réforme entreprise, il faut dénouer les blocages qui demeurent :

- **Communes et cantons** : il importe de diversifier les statuts en reconnaissant celui de ville aux 4 % des communes les plus peuplées et en conduisant les autres (96 % ont moins de 5.000 habitants) à un système d'association qui, sans regroupement autoritaire, leur fournirait les moyens de gestion nécessaires. Pour les 30.000 petites communes rurales, un cadre cantonal rénové serait le meilleur niveau pour se fédérer et coopérer en tous domaines d'intérêt commun. Les maires siègeraient ensemble dans le Conseil cantonal tandis que le canton

serait confirmé comme échelon de base de l'Administration. Cette réforme favoriserait celle de la fiscalité locale, notamment quant à la péréquation des ressources.

- **Département** : absorbé par ses tâches de gestion, le département n'a que 10 % de son budget pour l'initiative. Ses fonctions de gestion passeraient sans difficultés à la région qui maintiendrait sur place des services déconcentrés. Le département demeurerait une circonscription administrative de l'Etat.

- **Région** : elle doit, par l'effacement du département, atteindre sa pleine légitimité politique territoriale. L'élection de son Assemblée doit réunir la dimension régionale enfin assumée (scrutin de liste régionale) et la dimension locale (scrutin uninominal à deux tours sur la circonscription). Ainsi représentée, conseillée par le Comité Economique et Social, et liée à l'Etat par des « contrats de plan », la Région sera en mesure de développer sa personnalité culturelle et économique.

Rendre à la commune ses moyens grâce à l'espace cantonal, instaurer la personnalité régionale sur ces nouvelles bases en combinant la représentation des territoires et celle des familles d'opinion, voilà le sens d'une réforme qui devra finalement remonter jusqu'à celle du Sénat pour consacrer au plan national cette conquête démocratique de la citoyenneté concrète.

Nationalité, citoyenneté, identité

Les termes de Nationalité, de Citoyenneté et d'Identité, souvent associés pour donner un contenu politique et culturel à ce qui fait notre appartenance à la société française, sont trop souvent porteurs de graves confusions.

Le droit de la Nationalité, appuyé sur une articulation souple du « droit du sang » (de la filiation) et du « droit du sol » a permis, par l'application de ce dernier, l'intégration d'immigrations successives. Les événements récents du Moyen-Orient et les réactions des diverses communautés ont montré que cette intégration, loin d'être fictive, est réelle. Ce constat incite la Nouvelle Action Royaliste à rejeter toute tentative de recours exclusif ou plus marqué au « droit du sang ».

Ne bénéficiant pas de ce droit de la Nationalité, les étrangers travaillant en France se sont vu néanmoins progressivement reconnaître des droits d'expression (Elections aux conseils d'administration de la Sécurité sociale, aux conseils des prud'hommes, aux comités d'entreprises...), qui constituent certes une contrepartie de devoirs qui leur incombent de par la législation mais surtout la reconnaissance de leur participation à la vie professionnelle. Satisfaite de cette reconnaissance légitime, la Nouvelle

Action Royaliste considère comme tout aussi légitime l'octroi d'un droit de vote aux élections municipales à l'étranger résidant, expression de sa participation à la vie locale.

Dernier volet, l'identité se vit aujourd'hui d'abord sous le signe négatif de la crise. La crise d'identité profonde de populations aux conditions de vie discriminantes, atteintes dans leur existence par le chômage et la précarité, engendre des réactions de rejets à l'égard des étrangers et accrédite l'idée, exploitée par une partie de la classe politique, que l'identité nationale se dilue et se perd. Cette crise souligne que cette identité, qui repose à la fois sur la prise en compte d'un passé, sur la reconnaissance d'un Etat de droit et d'institutions et sur la conscience d'une communauté de destin, risquerait de se perdre si la nation tolérât l'exclusion et la marginalisation d'un grand nombre de citoyens.

La Nouvelle Action Royaliste, renouant pleinement avec la tradition d'ouverture de la Royauté française, considère que l'intégration des étrangers qui le souhaitent et la définition d'une citoyenneté applicable à l'étranger résidant ou travaillant ne peuvent s'accomplir que par la définition claire du rôle de la France et de son rayonnement dans le monde.

Motion de politique générale

Résolument favorable aux initiatives françaises de paix lors de la crise du Golfe, puis solidaire de l'Etat et de la nation dans l'épreuve de la guerre, la Nouvelle Action royaliste souhaite que la volonté de réaliser la paix dans le respect du droit prévale désormais dans l'ensemble du Proche-Orient et que le peuple kurde ne soit pas une nouvelle fois sacrifié. Elle attend que les engagements du chef de l'Etat quant au règlement de la question palestinienne et quant au rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité du Liban soient aussi rigoureusement tenus que ceux qu'il a pris lors de la crise ouverte par l'invasion du Koweït. Elle espère que des initiatives nombreuses et un dialogue permanent permettront de rétablir les liens de confiance entre la France et les peuples qui ont mal ressenti l'attitude de notre pays.

Le moment d'unité nationale provoqué par l'engagement de l'armée française ne saurait faire oublier la gravité de la fracture sociale qui existe dans notre pays. Les émeutes qui ont éclaté dans les banlieues et la situation de violence qui y règne dissipent le fantasme d'une opposition ethnique radicale et fait réapparaître la très ancienne réalité de la révolte des pauvres et des exclus contre une société qui entretient l'injustice.

Le fait que cette révolte n'ait pas trouvé son expression politique accroît sa violence, ce qui ne diminue en rien les responsabilités de l'Etat. Très attachée aux orientations prises en 1981, quant à la décentralisation, quant aux nationalisations et à la politique industrielle, dans un esprit de développement économique et de justice sociale, la Nouvelle Action royaliste n'a cessé de contester les choix économiques de 1983 et la soumission à une idéologie néo-libérale qui entretient le chômage et accroît la misère sans que nos échanges extérieurs en soient améliorés.

Ces fortes inégalités et ces révoltes sociales s'inscrivent dans une situation politique malsaine. Dans un

climat de corruption généralisée - celle des partis masquant d'ordinaire celle des pouvoirs décentralisés - les partis politiques de droite et de gauche subissent un discrédit inquiétant pour la démocratie. Le pouvoir politique connaît une crise de la décision due au conservatisme des privilégiés, à la conception administrative de l'action gouvernementale, à la fuite devant les responsabilités qui surcharge l'Elysée de tâches qu'il ne devrait pas assumer.

Tout en soulignant l'importance de certaines réformes - celles qui concernent la redistribution du revenu national, celles qui entrent dans les compétences du ministère de la Ville - la Nouvelle Action royaliste insiste sur l'urgence d'une redéfinition de l'action publique qui implique :

- l'abandon de l'idéologie du marché au profit d'une politique industrielle cohérente, d'une politique budgétaire active incluant au besoin la technique du déficit budgétaire, et d'une planification indicative sérieusement conçue et appliquée - tant il est vrai que ni la question du chômage ni celle du développement ne peuvent être envisagées hors de l'engagement de l'Etat.

- la mise en oeuvre claire et dynamique d'une politique de l'intégration des populations issues de l'immigration et de l'ensemble de ceux qui connaissent l'exclusion et la pauvreté.

- la poursuite de la politique de décentralisation, en rendant à la commune ses moyens dans le cadre d'un espace cantonal rénové et en permettant à la région remodelée de développer sa personnalité culturelle et économique.

Tels sont les projets que la Nouvelle Action royaliste entend affirmer dans le cadre de la majorité présidentielle, et qu'elle poursuivra au sein de France Unie.

Après vingt ans de réflexion et d'action royalistes, notre mouvement réaffirme sa fidélité au chef de la Maison de France, Mgr le comte de Paris.

Fête

Nos 20 ans

Vous étiez tous invités et vous fûtes nombreux à bord. Mais, pour ceux qui ne sont pas venus, voici quelques échos d'une fête réussie.



Yvan Aumont et Bertrand Renouvin accueillant M. Jean-Yves Caullet représentant du Président de la République.

Royaliste ou non, abonné(e) de notre journal ou simple lecteur (trice), adhérent(e) et/ou militant(e), vieux de la vieille ou tout nouveau (nouvelle) venu(e), très ancien compagnon de route qui a tout vu et tout entendu sur la NAR (c'est des maos, c'est des gaullistes, c'est des réac', c'est des bolcheviques camouflés...) ou tout nouveau spectateur qui s'étonne de la rumeur du jour (les royalistes de gauche seraient en train de passer à droite par le centre tout en restant étrangement mitterrandistes et indéfectiblement fidèles au comte de Paris) il fallait ou il aurait fallu participer à notre fête du 13 avril.

Pourquoi ? Parce que c'était une fête réussie. Pourquoi était-elle réussie ? Parce qu'il y avait plein d'amis. Parce que la péniche était jolie. Parce que le buffet était vraiment très bon - et le champagne aussi. Parce qu'il faisait beau et que la nuit était douce. Et parce qu'on vous le dit.

Mais qui a-t-on vu ? Il fallait venir, on ne vous dira pas les noms. Mais il y avait des pressés qui tenaient absolument à passer et d'autres qui avaient le temps. Des qui sont arrivés avant l'ouverture et d'autres, ou les mêmes, qui ont fait la fermeture. Des femmes - intelligentes et belles. Et des messieurs - intelligents. Des anciens de Mai 68, des anciens du Parti, des professeurs, des écrivains, des qui travaillent de leurs mains, des copains de Chirac, des copains de Fabius, le représentant du président de la République, et des royalistes tout plein, tout plein.

Mais que se sont-ils dit ? Qu'ils étaient heureux d'être là, et qu'il n'y avait qu'à la NAR qu'on trouvait des gens si différents. On a parlé de la dernière réunion, du livre à venir, un peu du passé mais pas tellement. Beaucoup de politique, mais pas seulement. Des princes, heureusement. Du Président, sans être courtisans. Des amis disparus, tristement. C'est Bertrand qui a parlé d'Arnaud et de Michel, de Maurice Clavel. Et il a remercié toutes celles, tous ceux, qui nous font l'amitié de venir chez nous, de donner des interviews, de faire des colloques avec nous, sans partager nos convictions : sans eux, nous ne serions pas nous. Après, on a encore parlé, longtemps. La nuit était douce, on vous l'a dit - c'était bon.

La rédaction



A nos amis gauchistes

A la gauche de la gauche, des observateurs et des amis s'étonnent de nous voir rejoindre « France Unie ». Ils nous croyaient proches de leurs idées, solidaires de leurs luttes, et voici que nous nous engageons dans le « compromis libéral »... (1). Ainsi, nous mettrions un terme au sympathique paradoxe des « gauchistes du roi », à l'intéressante provocation du « royalisme de gauche » ?

L'étonnement serait moindre si nos critiques voulaient bien s'aviser que nous n'avons jamais accepté les étiquettes qu'ils nous reprochent aujourd'hui d'effacer. Proches de la contestation gauchiste, nous n'avons jamais rien concédé au marxisme. Engagés aux côtés de François Mitterrand, notre sévérité à l'égard des socialistes a été constante et demeure à nos yeux justifiée. Sans doute, dira-t-on, mais ces attitudes complexes, souvent jugées ambiguës, n'étaient-elles adoptées que pour masquer un opportunisme désormais manifeste ? Ce soupçon ne vaut pas mieux que les précédents : on continuera de mésestimer nos choix tant que notre conviction royaliste ne sera pas prise comme une donnée fondamentale. C'est de cette conviction que nous nous efforçons de tirer une règle de conduite pour l'action politique quotidienne.

Comment ? C'est somme toute assez simple. Lecteurs attentifs du comte de Paris, nous avons pris au sérieux une réflexion qui peut être résumée ainsi : puisqu'il y a des royalistes, citoyens libres de faire référence à une tradition royale qu'ils ne sauraient représenter, il importe qu'ils ne contrarient en rien les principes d'unité, de justice sociale et d'indépendance nationale qui défi-

nissent la politique capétienne, et qu'ils se montrent bons serviteurs du bien commun (2).

ORIENTATIONS

De cette réflexion reçue comme conseil et avertissement, il était facile de tirer des conclusions certaines. Ainsi, le service du bien commun implique le refus de toute émigration intérieure et aussi de cette attitude neutraliste qui, sous prétexte d'intégrité politique, conduit à l'indifférence pour autrui. Quant au souci de l'unité, il nous fait rejeter l'esprit de guerre civile, quelle que soit la couleur de l'extrémisme qui le cultive. Il nous incite à chercher dans les autres traditions politiques ce qui nous est commun et à réfléchir avec celles-ci à ce qui fonde, par-delà toutes nos contradictions et différences, notre identité collective. Dès lors, il est facile de comprendre pourquoi nous rejoignons la « France unie » qui, par-delà les enjeux électoraux, a la particularité de rassembler autour du président de la République, depuis que nous y sommes, des représentants de toutes les traditions politiques de notre pays. Il y a là une belle possibilité de dialogue, auquel nous pouvons contribuer puisqu'il y a, entre la tradition royaliste et les autres, des souvenirs, des héritages, des soucis communs. Nous sommes, par certains aspects, les héritiers des libéraux de la première Assemblée nationale et de la monarchie restaurée, nous cousinons avec les démocrates-chrétiens et avec les gaullistes, le principe de justice nous rapproche des socialistes et des communistes, et nous trouverons bien quelque liens de

parenté avec les radicaux, ne serait-ce que par Philippe le Bel, inventeur de la laïcité...

Nous sommes à « France Unie » pour ce dialogue des traditions, pour le projet qui peut en résulter, pour l'action commune qui s'en inspirerait. C'est dire que « France Unie » ne nous intéresserait pas, ou plus, si ce rassemblement était ou devenait le prétexte d'ambitions personnelles ou le terrain de manoeuvre d'un parti...

FIDÉLITÉ

Mais la gauche de la gauche ? Nous ne l'abandonnons pas pour la bonne raison que nous ne l'avons jamais beaucoup fréquentée - sauf dans le combat contre le racisme et la xénophobie auquel nous participons dans la fidélité à la vieille tradition nationale de droit du sol. Mais notre mouvement ne s'est jamais associé au défunt P.S.U. et, tout en étant aussi écologique que d'autres, nous ne cachons pas l'antipathie que nous inspirent les thèses d'Antoine Waechter. Pourquoi ? Parce qu'il y a entre ces courants « alternatifs » et nous toute la question de la nation, de son rang dans le monde, de son indépendance nécessaire, des moyens militaires, nucléaires, de l'assurer. Sur ce point, à nos yeux décisifs, nous avons toujours été plus proches des gaullistes authentiques, des socialistes patriotes et des communistes restés fidèles à l'esprit de la Résistance que de l'extrême-gauche.

Cela nous empêche-t-il d'éprouver de la fraternité pour les héritiers de Mai 1968 ? Assurément non. Entre la France capétienne, le patriotisme gaullien, le désir révolutionnaire de justice et de liberté et notre aventure royaliste, Maurice Clavel avait fait le lien et continue de le faire. C'est ce même souci de justice qui fonde notre refus de l'idéologie du marché, de la logique du capital, et qui nous incite à soutenir, en dépit des modes contraires, les courants critiques de l'économie moderne.

En participant à « France Unie », nous n'avons pas l'intention de renoncer aux convictions initiales et aux engagements déjà pris. Est-ce si surprenant ?

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'article de M. Soudais dans *Politis* du 11 avril 1991.
(2) cf. *L'Avenir dure longtemps*, Grasset, 1987.